

RÉSILIENCE MAGAZINE



N°2 • JANVIER 2022

ZOOM SUR

DÉPISTAGE ET SUIVI DES
ENFANTS MAL NOURRIS :
IMMERSION DANS LE
FOYER D'APPRENTISSAGE
ET DE RÉHABILITATION
NUTRITIONNELLE (FARN)
DE MURAGO

POINT DE VUE

ADDUCTION D'EAU
POTABLE :
UN PROJET SALUÉ PAR
LA POPULATION DE
RUMONGE

DOSSIER

DES CHÈVRES POUR
LUTTER CONTRE LA
PAUVRETÉ À GIHOGAZI

LA COMPOSANTE

TUBEHONEZA

Numéro spécial sur l'une des trois composantes du programme Résilience

La composante Tubehoneza est consacrée au développement rural, à la nutrition, à l'eau et à l'hygiène, à l'assainissement, à la cohésion sociale et à la prévention des risques liés aux catastrophes.

RÉSILIENCE MAGAZINE

N°2 • JANVIER 2022

4. Programme Résilience QU'EST-CE QUE LA COMPOSANTE TUBEHONEZA ?

5. Point de vue VERS L'ÉRADICATION DE LA MALNUTRITION : ENTRETIEN AVEC LE Dr. LÉONIDAS NZISABIRA

6. Zoom sur DÉPISTAGE ET SUIVI DES ENFANTS MAL NOURRIS : EN IMMERSION DANS LE FOYER D'APPRENTISSAGE ET DE RÉHABILITATION NUTRITIONNELLE (FARN) DE MURAGO

ADDUCTION D'EAU POTABLE : UN PROJET
SALUÉ PAR LA POPULATION DE RUMONGE

11. Dossier DES CHÈVRES POUR LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ. ENTRETIEN AVEC M. SIMON BISABWA, RESPONSABLE PROVINCIAL DE L'ÉLEVAGE À GIHOGAZI

UN VACCIN DESTINÉ AUX PORCS POUR
STOPPER LE ROUGET

13. En chiffres QUELQUES RÉALISATIONS DE LA COMPOSANTE TUBEHONEZA

14. Actualité JOURNÉE DE LA RÉSILIENCE 2021 : UN ÉVÉNEMENT RICHE EN COULEURS QUI A PORTÉ SES FRUITS

CE SUPPORT EST PRODUIT AVEC LE SOUTIEN FINANCIER DE L'UNION EUROPÉENNE. SON CONTENU NE REFLÈTE PAS NÉCESSAIREMENT LES OPINIONS DE L'UNION EUROPÉENNE.



Crédits photos : Akeza Creative Studios

COLONEL LÉONIDAS BANDENZAMASO
Gouverneur de la province de Bururi



ÉDITORIAL

Chères lectrices, chers lecteurs,
C'est avec un très grand plaisir que je participe à la rédaction de ce second numéro du « Magazine Résilience ».

Je voudrais féliciter le Gouvernement du Burundi et la Délégation de l'Union européenne pour la convention de financement du 20 octobre 2017 portant sur le programme d'appui à la résilience des populations du Burundi. Je voudrais également rendre un hommage aux populations du Burundi qui l'ont accueilli à bras ouverts.

La province de Bururi, comme le reste du pays, a connu les affres de la guerre civile et de la pauvreté ces dernières années. Continuer à se développer en dépit du poids du traumatisme subi présentait ainsi un enjeu de résilience important. Une nouvelle organisation, ni forcément plus forte ni plus fragile que l'ancienne, se mettait en place pour permettre aux populations victimes de divers aléas de se reconstruire. Je pense à ces mères de famille pour lesquelles le programme Résilience a permis de persister et de retrouver leur vie d'avant. Le programme Résilience leur a permis de se renforcer, via la composante Tubehoneza. Elles ont notamment appris

à mieux veiller sur l'éducation, la nutrition et l'hygiène de leurs enfants.

La commune de Vyanda fait actuellement face à une forte pression foncière et à une saturation de l'espace agricole. La composante Tubehoneza a accompagné les populations vulnérables de cette commune à travers des travaux de modernisation du matériel utilisé par les agricultrices pour l'étuvage du blé. La vie de la population de cette commune a ainsi été transformée. Des veuves, hier vulnérables, parviennent aujourd'hui à subvenir aux besoins de leurs familles respectives, et leurs enfants suivent une scolarité normale. Je me réjouis également que les populations concernées aient été associées à la mise en œuvre du programme Résilience et des multiples manières dont ce programme va améliorer leur quotidien.

Avant de valider et de mettre en œuvre ce programme, ce dernier a été minutieusement examiné afin de déterminer les activités qui pourraient contribuer significativement à la résilience de nos populations.

Je pense en toute sincérité à Miburo qui, hier, était un cultivateur modeste

au sein de la commune de Matana. Il s'est depuis converti à la « haute densité », une technique agricole permettant d'optimiser les terres sans élargir les surfaces cultivables, grâce à un projet agricole de Tubehoneza. Depuis, son verger de 450 pommiers lui a permis de doubler ses revenus. Cette nouvelle technique a permis à d'autres agriculteurs de diversifier leurs cultures, ce qui a contribué à stabiliser le prix des denrées alimentaires dans la région.

En ma qualité de Gouverneur de la province de Bururi, je suis satisfait de l'impact des actions mises en œuvre par la composante Tubehoneza du programme Résilience, financé par l'Union européenne, dans la province. Je salue les efforts et remercie l'Union européenne de contribuer à mettre la province de Bururi sur de bonnes bases de développement durable. Dans ce numéro, vous allez découvrir des témoignages des populations bénéficiaires, et en particulier sur des initiatives qui ont permis un impact positif sur un grand nombre de personnes vivant en milieu rural.

Je vous souhaite une bonne lecture !



LE PROGRAMME RÉSILIENCE

Qu'est-ce que la composante Tubehoneza?

La résilience des systèmes alimentaires occupe une place centrale dans la stratégie d'appui aux populations les plus défavorisées du Burundi à travers le programme Résilience, qui intervient au niveau national et couvre l'ensemble du pays. La composante Tubehoneza, étant l'une des trois composantes du programme, axe ses interventions sur le développement rural, la nutrition, l'eau et l'assainissement, la cohésion sociale ainsi que la prévention des risques liés aux catastrophes.

À ce titre, le second numéro du « Magazine Résilience » est dédié à la composante Tubehoneza, avec des sujets qui touchent cinq thématiques différentes.

1- Sécurité alimentaire

La composante Tubehoneza s'est donnée pour mission de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire en rendant disponible, accessible, et stable les aliments de qualité dans toutes les provinces du Burundi.

Grâce aux actions de Tubehoneza, des producteurs agricoles bénéfi-

cient de formations et d'un appui en intrants agricoles. Des ménages vulnérables exercent des activités génératrices de revenus, pérennisées grâce aux transferts monétaires conditionnels et à la création de groupements d'épargne et de crédit.

2- Prévention des conflits

La composante Tubehoneza veille à former et à renforcer les structures de médiation communautaire, à promouvoir l'égalité des genres et à créer des moyens d'existence pour les femmes. Cette composante fait intervenir les leaders des clubs de paix, les leaders communautaires et religieux, et les membres des groupes d'épargne dans le cadre des actions de lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) et de la promotion de l'équité des genres.

3- Nutrition

La fortification alimentaire par des micronutriments pour les enfants mal nourris, la formation aux bonnes pratiques nutritionnelles pour les femmes enceintes ou allaitantes et les mères de jeunes enfants, ainsi que la prise en charge de la malnutrition aiguë font partie des objectifs

de Tubehoneza. L'ensemble de ces actions contribuent à lutter efficacement contre la malnutrition au Burundi.

4- WASH

Les actions de Tubehoneza touchent également à l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Au sein des communes, elles se focalisent sur les ménages et les infrastructures publiques comme les écoles et les centres de santé. Tubehoneza aménage aussi des sources d'eau et construit les latrines. Tubehoneza distribue aussi des savons pour inciter les populations à adopter les gestes barrières permettant de limiter la transmission des virus saisonniers et de la Covid-19.

5- Réduction des risques de catastrophes

Tubehoneza concentre ses actions sur le renforcement des capacités de réaction des populations aux chocs anthropiques et naturels. La composante prévoit la production d'une cartographie nationale multirisque et d'autres activités, comme l'aménagement du territoire et la création d'infrastructures adaptées.



POINT DE VUE

Vers l'éradication de la malnutrition : entretien avec le Dr. Léonidas Nzisabira

Comment se présente le phénomène de malnutrition dans la province de Karuzi ?

La malnutrition a régressé de manière considérable au Burundi. Nous saluons ici l'action de la composante Tubehoneza et de tous les intervenants. Ces derniers ont mis en place une stratégie innovante qui combine à la fois l'évaluation de l'état nutritionnel de l'enfant dans les communautés, le traitement de la malnutrition aiguë sévère dans les structures de santé classiques, ainsi que la prévention d'autres formes de malnutrition.

Y a-t-il encore des cas de malnutrition qui vous sont rapportés ?

Actuellement, il n'y a pas d'enfants en soins intensifs dans les structures de notre province. Quelques cas de malnutrition aiguë modérée sont soignés au niveau communautaire. Ce travail est effectué par les leaders communautaires qui travaillent directement avec des enfants sous-alimentés et leurs familles. Leurs actions ont permis de maîtriser le phénomène.

Peut-on dire que la malnutrition est complètement éradiquée ?

Il n'est pas encore temps d'y penser. Même si la malnutrition connaît une diminution considérable, elle n'est pas totalement éradiquée dans toute la province Karuzi.

Les enfants traités dans les foyers de réhabilitation nutritionnelle représentent 80% des cas de malnutrition aiguë. Ceux qui n'ont pas eu de complications ou qui avaient de l'appétit ont récupéré rapidement. Cela dit, même s'il n'y a pas beaucoup de cas de malnutrition sévère, le phénomène persiste tout de même.

C'est à ce titre que je suggère qu'il y ait une forte mobilisation de tous les intervenants en matière de santé publique en vue de multiplier les formations de leaders communautaires. Ces derniers jouent, en effet, un rôle important, notamment dans le suivi des enfants mal nourris, et dans la prévention de la malnutrition.

QU'EST-CE QUE LA MALNUTRITION ?

Selon l'OMS, la malnutrition se définit par les carences, les excès ou les déséquilibres dans l'apport énergétique et/ou nutritionnel d'une personne. Elle est la conséquence d'une alimentation mal équilibrée en quantité et/ou en qualité et inclut donc la sous-alimentation et la suralimentation.

Le Burundi est principalement frappé par la sous-nutrition, sous ses deux formes : la malnutrition aiguë, ou émaciation, et la malnutrition chronique, ou retard de croissance. Elles sont les conséquences d'une alimentation insuffisante, en qualité et en quantité, couplée à des conditions d'hygiène et sanitaires dégradées.

La malnutrition aiguë peut être modérée ou sévère. C'est la forme de malnutrition la plus dangereuse, car le corps de l'enfant consomme ses réserves puis ses propres tissus pour y puiser l'énergie et les nutriments nécessaires à sa survie. Les muscles fondent rapidement et, sans prise en charge rapide, cela peut conduire à la mort de l'enfant. Elle se mesure par le rapport entre le poids et la taille mais peut être réversible grâce à un traitement adapté administré à temps.

La malnutrition chronique est la conséquence d'une alimentation insuffisante, en quantité et en qualité, sur une plus longue période. Elle s'évalue par le rapport entre la taille et l'âge, et elle est irréversible.

Les mille premiers jours de la vie d'un enfant sont cruciaux pour son avenir. Un retard de croissance ou des épisodes d'émaciation pendant cette période peuvent altérer le développement cérébral et les défenses immunitaires de l'enfant. Ces enfants, qui représentent le futur de la société burundaise, arriveront à l'âge adulte avec des capacités cognitives réduites, ce qui limitera les possibilités de mener une vie saine et productive.

ZOOM SUR

Dépistage et suivi des enfants mal nourris : en immersion dans le Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARN) de Murago

Après le dépistage nutritionnel de tous les enfants de 6 à 59 mois, les enfants en situation de malnutrition modérée sont admis au Foyer d'Apprentissage et de Réhabilitation Nutritionnelle (FARN). Ils sont ensuite pris en charge par des volontaires communautaires appelés « Mamans Lumières » ou « Mama MUCO » en Kirundi. Léonie Nkurikiye est un symbole pour les familles d'enfants mal nourris.

Retour sur le travail de titan de la mère de référence du village.

Il est presque 10h sur la colline de Murago, zone Nyarutambika, en commune Gihogazi de la province de Karuzi. 10 jeunes femmes entourées de leurs 11 enfants sont tranquillement assises sur des nattes, en train de suivre les derniers conseils de la journée. C'est la fin du repas pour les enfants et Léonie Nkurikiye, la « Mama MUCO » du village, donne des consignes en attendant la prochaine pesée, prévue dans 3 jours. Les enfants ont déjà passé 9 jours au foyer.

« Les enfants sont réhabilités à partir de produits locaux pendant 12 jours successifs. C'est au cours de cette période que leurs mères apprennent les bonnes pratiques alimentaires, hygiéniques et sanitaires qu'elles doivent mettre en pratique de retour dans leur foyer. »



Les mères des enfants admis au foyer se rencontrent tous les matins, de 7h30 à 9h30, du lundi au vendredi, pour apprendre ensemble. En marge de la cuisson, Léonie apprend à ses hôtes comment cultiver des légumes afin d'offrir des aliments complets à leurs enfants.

La « Mama MUCO » de Murago est très optimiste après 9 jours de travail acharné avec ses voisines. « Si la prochaine pesée nous révèle que les enfants ont gagné entre 200 et 400 grammes, l'opération sera entièrement réussie. Toutes les mères vont

rentrer et perpétuer ce qu'elles auront appris au foyer dans leur voisinage », espère Léonie.

À 30 ans, Honorine Niyonzigiye est mère de 4 enfants. Dans son FARN de Nyavyamo, zone Muzenga en commune et province de Bururi au sud du Burundi, elle encadre 12 mères qui ont 13 enfants présentant des signes de malnutrition aiguë.

Comme outils de travail, elle dispose d'un espace et du matériel adéquat, dont :

- Un espace abrité, servant de protection contre la pluie et le vent ;
- Un espace de cuisine contenant 2 foyers améliorés ;
- Un espace dédié au lavage des mains avec du savon ;
- Un espace de séchage pour la vaisselle ;
- Une compostière pour transformer les restes de nourriture en compost ;
- Un potager ;
- Un espace couvert, équipé de 3 nattes, 2 bancs et 3 chaises en bois, où les mamans peuvent s'asseoir ;
- Du matériel de cuisine (casseroles, marmites, assiettes, cuillères, gobelets, bidons, balais traditionnels, couteau et éponge pour laver les assiettes) ;
- Une balance de dépistage.



TÉMOIGNAGE



La souffrance de la petite Nadège et l'impuissance de sa mère, Violette.

Nadège a 6 ans. À première vue, on lui en donnerait 3 de moins. Sa mère Violette Niyonizigiye craignait pour l'avenir de sa fille. Elle sera la première à entrer dans le FARN de Murago. L'espoir renaît sous ses yeux.

Violette Niyonizigiye admet que son enfant a souffert en partie à cause d'elle. « En période de récolte de maïs ou de patates douces, nous ne mangions que du maïs et des patates douces », affirme-t-elle.

Et Nadège tombait malade à chaque fois.

« À des moments, Nadège refusait de manger quoi que ce soit. Toute la journée, je me demandais comment j'allais faire pour nourrir ma fille », se rappelle-t-elle encore.

Pourtant, la famille de Violette n'était pas des plus pauvres. « Nous élevons des poules, mais les œufs étaient destinés à la vente pour acheter d'autres nécessités de la maison », dit-elle.

C'est grâce à l'encadrement d'une « Mama MUCO » de Murago que Violette a su comment combiner les aliments pour bien nourrir sa fille.

Aujourd'hui, Violette Niyonizigiye accompagne Silas Ndacayisaba, l'agent communautaire de santé dans tous les ménages afin d'identifier les enfants souffrant de malnutrition.

« J'avais tout ce qu'il faut mais j'ai failli perdre ma fille par manque de connaissances en matière de nutrition. »



LES JARDINS DE CASE : L'ARME POUR UNE MEILLEURE ALIMENTATION

Les plantes cultivées en harmonie dans un jardin de case offrent l'opportunité aux familles de bien manger toute l'année, même pendant la saison sèche. Ils permettent de cultiver des légumes, comme les poivrons, les tomates, les carottes, les aubergines et les oignons. Ces légumes contiennent une quantité considérable de micronutriments qui aident dans la prévention de la malnutrition dans les familles. Ainsi, les familles disposant d'un jardin de case utilisent la production principalement pour la consommation domestique, et le reste pour le commerce.

Les jardins de case ont l'avantage d'optimiser la surface cultivée. En effet, plusieurs sortes de légumes sont cultivés au même endroit. De plus, leur entretien est facilité du fait de surfaces réduites et de l'accessibilité des légumes. Pour Marie-Goreth Nzohabonimana, une veuve vivant sur la colline Nyarutambika en commune de Gihogazi de la province Karuzi, le jardin est un outil indispensable dans la lutte contre la faim. Marie-Goreth y cultive des tomates, des aubergines, des carottes, des piments et des oignons. Elle utilise les légumes pour nourrir ses 7 enfants, et le reste pour son commerce dans la restauration. Elle en donne également à ses voisins.

Elle raconte que c'est elle-même qui a appris à son beau-père cette nouvelle technique de culture.

ZOOM SUR

Adduction d'eau potable :
un projet salué par la population de Rumonge

À Rumonge, plus de la moitié de la population n'avait pas accès à l'eau potable. Dans les communes de Bugarama, Rumonge et Burambi, la situation était encore plus précaire avant l'intervention de la Croix-Rouge dans le cadre de la composante Tubehoneza. Cette dernière a, en effet, contribué à la mise en œuvre d'un projet d'adduction d'eau potable. Aujourd'hui, le pourcentage des populations ayant accès à l'eau potable est proche de 60%.

Dans certains villages, l'absence d'infrastructures était totale. Les femmes passaient donc des heures à porter des bidons d'eau sur de longues distances. Grâce aux actions de la Croix-Rouge pour le développement de l'adduction d'eau potable, désignant les techniques d'approvisionnement sous pression en eau potable, via

Tubehoneza, les choses ont changé. Ainsi, ce programme est bien déterminé à offrir aux familles de cette localité, et à toutes les communautés de la province Rumonge, de meilleures conditions de vie. Il prévoit aussi la construction de 46 puits d'eau, dont plusieurs sont déjà fonctionnels. De plus, il contribue à la mise en place de plusieurs comités d'eau chargés de la gestion de ces puits. C'est ce que souligne Olivier Barutwanayo, chargé du projet d'adduction d'eau potable, porté par Tubehoneza, dans la province Rumonge.

« Nous travaillons également à ce que les femmes soient représentées au sein de ces comités. De cette façon, près de 30 000 familles pourront facilement avoir accès à l'eau potable et l'utiliser pour leur hygiène personnelle, dans les jardins potagers et pour leur bétail.

Les familles concernées sont formées sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et de gestion de l'eau. Ainsi, nous espérons que la quasi-totalité des ménages auront accès à l'eau potable d'ici la fin des activités de Tubehoneza » indique-t-il.

Via la composante Tubehoneza, la Croix-Rouge et les bénéficiaires des points d'eau veillent à l'amélioration et au maintien de la propreté des points d'eau, à travers les règles suivantes :

- Ne pas faire ses selles n'importe où.
- Ne pas jeter des ordures n'importe où.
- Nettoyer régulièrement les abords des points d'eau.
- Eviter que le bétail s'approche des points d'eau.
- Ne pas construire de latrines près d'une source.
- Ne pas laisser des points d'eau stagnante (boucher les trous, les flaques, etc.).
- Nettoyer, entretenir, et surveiller les lieux où se trouvent les points d'eau potable de boisson relève de la responsabilité de la communauté.
- Éviter les maladies en buvant toujours de l'eau propre.

« Les points d'eau ont besoin de notre protection et de mesures d'hygiène afin qu'ils soient toujours propres et exempts de microbes », conclut Olivier Barutwanayo.

EN QUOI CONSISTE L'ADDITION D'EAU ?

L'adduction d'eau regroupe les techniques permettant d'amener l'eau depuis sa source (à travers un réseau de conduits ou d'ouvrages architecturaux) vers les lieux de consommation. L'exploitation de la source se fait généralement à travers le « captage » d'eaux de surface (source naturelle, cours d'eau, plan d'eau) ou grâce à un forage équipé d'un système de pompage. Les forages ont un coût élevé mais ils permettent d'accéder aux sources d'eau souterraines, plus propres. Les captages nécessitent un suivi très régulier de la qualité de l'eau, qui doit le plus souvent être filtrée ou traitée si elle est destinée à la consommation humaine.

Dans les constructions isolées, les réservoirs de stockage d'eau sont construits avec des profilés emboutis en acier. Ils permettent de garantir une plus grande disponibilité d'eau potable et de mieux contrôler sa qualité. Dans tous les cas, ces ouvrages doivent être entretenus régulièrement, sous la responsabilité de comités de gestion, souvent au niveau communautaire. Ces comités doivent être en mesure de collecter les ressources financières nécessaires pour effectuer les réparations régulières qui empêcheront que l'ouvrage ne se détériore.



Les femmes gestionnaires des puits d'eau à Rumonge

Grâce à Tubehoneza, la province de Rumonge a bénéficié de puits d'eau potable construits par la Croix-Rouge, dans le cadre des activités de la composante. La gestion et la réhabilitation de ces puits d'eau ont été confiées aux comités de gestion d'eau. Ces derniers sont constitués par des femmes qui se relaient pour assurer la salubrité de ces puits.

Dans la localité de Kibenga, de la zone Buruhukiro, dans la commune et province de Rumonge, les femmes fournissent la quasi-totalité de l'eau potable servant aux familles, depuis les puits obtenus grâce à Tubehoneza. Cette eau est utilisée dans la transformation et la préparation d'aliments, pour boire, se baigner et faire la lessive, mais aussi pour irriguer les jardins familiaux et pour abreuver le bétail. Les femmes gestionnaires connaissent l'emplacement, la fiabilité et la qualité des ressources locales en eau. Elles effectuent l'entretien des puits d'eau chaque jour, la

stockent et en contrôlent l'utilisation et la salubrité. Elles pratiquent le recyclage de l'eau en utilisant les eaux grises pour la lessive, l'irrigation et le trop-plein pour le bétail. Ces comités de gestion des puits d'eau des femmes ont été mis en place par la Croix-Rouge dans le cadre de Tubehoneza, une initiative saluée par les bénéficiaires.

Vanessa Niyigaba est l'une des membres du comité des gestionnaires d'eau.

« Les collectivités locales doivent être associées à toutes les phases de la gestion des ressources en eau. La participation active des femmes rend possible l'utilisation multiple des sources d'eau qu'elles exploitent au maximum et qu'elles entretiennent pour éviter la pollution de l'eau. »

Étant donné la multiplicité des besoins en eau, souvent concurrentiels (eau pour le bétail et pour les besoins humains), sans compter le temps et les ressources nécessaires, ces femmes gestionnaires d'eau font le nécessaire afin d'éviter la contamination de l'eau disponible.

« Avant les actions de Tubehoneza, on consommait l'eau souillée des rivières. Nos enfants tombaient souvent malades, souffrant de maladies diarrhéiques, de même que nous. Aujourd'hui, nous consommons de l'eau potable. On a dit au revoir aux maladies liées aux mains sales grâce à Tubehoneza. C'est pourquoi nous sommes toujours présentes et impliquées pour entretenir ces puits d'eau. Nous sommes également bénévoles dans les comités de gestion d'eau », conclut fièrement Anastasie Cishahayo, une autre femme gestionnaire des sources d'eau obtenues grâce à Tubehoneza.



TÉMOIGNAGE



Témoignage du chef de colline Nathanson Bucumi sur les bienfaits de l'eau potable sur sa colline

« Je m'appelle Nathanson Bucumi. Je suis chef de la colline de Nyagasaka de la zone Buruhukiro, en commune et province de Rumonge depuis 22 ans. Nous avons des problèmes sur notre colline, mais l'accès à l'eau potable était le plus contraignant. L'eau des petites rivières n'était pas suffisante, surtout en saison sèche. Grâce aux actions de Tubehoneza, exécutées par la Croix-Rouge, nous vivons dans un petit paradis dépourvu de maladies diarrhéiques et de mains sales. Grâce à Tubehoneza, les autorités locales et la Croix-Rouge se sont réunies sur notre colline pour examiner les problèmes liés à l'eau et identifier des sources à aménager. Plusieurs sources, sur une distance de 7 à 8 km, ont été identifiées. Une fois que tous les habitants ont donné leur accord pour l'aménagement de ces sources, nous avons travaillé ensemble pendant plusieurs mois pour mettre en marche le système d'adduction d'eau. Maintenant, nous n'avons plus à aller jusqu'à la rivière. Il est facile d'avoir de l'eau pour les besoins de la maison. Même les élèves et les instituteurs en profitent.

Pour la maintenance du système d'adduction d'eau, nous collectons des cotisations auprès des familles, afin de remplacer les robinets, les joints et d'autres matériels nécessaires. Nous sommes reconnaissants envers Tubehoneza et ses actions avec la Croix-Rouge. Cette dernière nous a distribué des bidons permettant de conserver l'eau potable et de faire des réserves.

Un grand merci à l'Union européenne qui a choisi notre village comme bénéficiaire de Tubehoneza. Elle nous permet d'améliorer notre quotidien. Et grâce aux activités de Tubehoneza, les femmes n'ont plus à marcher des kilomètres pour trouver de l'eau. Les gens accèdent à l'eau directement près de chez eux », se félicite-t-il.

“Grâce à Tubehoneza, les femmes n'ont plus à marcher des kilomètres pour trouver de l'eau.”



Gihogazi : des chèvres pour lutter contre la pauvreté

Entretien avec M. Simon Bisabwa, Responsable provincial de l'élevage



Dans la commune de Gihogazi de la province de Karuzi, l'élevage de petits ruminants et de volailles reste prépondérant. Toutefois, sa pratique traditionnelle demeure peu productive en raison d'une forte vulnérabilité et d'une mortalité élevée des animaux. Des ménages vulnérables ont reçu des chèvres dans le cadre du programme Résilience.

Quels étaient les critères pris en compte ?

L'identification des bénéficiaires des chèvres a été faite par les partenaires de terrain, en collaboration avec la Direction Provinciale de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (DPEAE), l'administration locale et les représentants des bénéficiaires eux-mêmes. Comme le nombre de prétendants était relativement élevé, la distribution a été organisée suivant le principe de chaîne de solidarité communautaire. C'est-à-dire que chaque bénéficiaire s'engageait à garder les chèvres reçues et à céder les premiers chevreaux à d'autres ménages vulnérables dans les mêmes conditions.

Combien d'animaux ont été distribués ?

Le nombre s'élève à plus ou moins 600 bêtes distribuées sur les collines de Rutegama, Kivoga, Munanira, Ruganira et Mushikanwa. Elles ont été attribuées à des groupes de 25 individus chacun. Ces groupes bénéficient d'un suivi régulier pour maintenir ces animaux en bonne santé.

Quel est le rôle de la DPEAE dans l'encadrement des bénéficiaires ?

Avant la réception des chèvres, les bénéficiaires reçoivent une formation sur les normes d'élevage, et en particulier sur les infrastructures d'accueil. Celles-ci doivent avoir des dimensions standards, un emplacement salubre et un certain nombre d'équipements. Pour ce qui est de la santé des animaux, la Direction Provinciale de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage (DPEAE) est toujours en contact avec les agents communautaires de santé animale présents sur toutes les collines. Ces derniers sont chargés de donner les premiers soins en cas de maladie. Pour des cas compliqués, ils font appel aux vétérinaires communaux.

Quels sont les résultats attendus au niveau communautaire ?

L'élevage des chèvres est une activité délicate mais très importante pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle. À mon avis, ce projet devrait se traduire par un changement global d'attitude et un renforcement réel des capacités des bénéficiaires. Je pense notamment à l'augmentation de la productivité agricole suite à la disponibilité de fumier. Les effets multiplicateurs se traduiront ensuite par l'augmentation des revenus des bénéficiaires, jadis vulnérables.

LA FERTILISATION DES SOLS : VERS LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

L'objectif de la fertilisation est d'améliorer la qualité des sols, c'est-à-dire pour que sa structure soit aérée, pour qu'il puisse retenir l'eau et pour que la disponibilité en éléments minéraux qui peuvent être absorbés par les cultures soit suffisante.

Un sol plus riche permet d'améliorer les rendements agricoles et, par conséquent, d'augmenter la quantité de nourriture produite (qui peut être autoconsommée, stockée ou vendue). La sécurité alimentaire des ménages s'en trouve alors améliorée. La fertilisation organique, qui peut être disponible localement par les activités d'élevage, doit généralement être encouragée. Le compostage des déchets végétaux et organiques est une méthode simple de fertilisation à faible coût, accessible à tous les petits agriculteurs burundais.



Un vaccin destiné aux porcs pour stopper le rouget

Plus de 500 000 porcs ont été vaccinés dans toutes les communes des provinces Kayanza et Ngozi, entre les mois de mai et juin 2021. L'opération a été organisée en collaboration avec le Ministère de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage, l'administration locale, sur financement de l'Union européenne.

Vacciner le porc pour protéger l'homme

« C'est la première fois que des porcs reçoivent ce vaccin », note Patient Burume, Représentant Légal de Vétérinaires Sans Frontières (VSF), en charge du volet élevage au sein du consortium dirigé par l'ONG AVSI.

« Nous vaccinons et soignons les animaux et aidons les familles à améliorer leurs techniques d'élevage », déclare M. Burume. Cette campagne contre le rouget du porc revêt une importance capitale : cette maladie se transmet à l'homme. D'après le représentant de VSF, l'homme peut être contaminé par l'intermédiaire d'une plaie.

« Le rouget du porc est une maladie professionnelle rare chez les personnes qui travaillent avec des produits contenant du poisson ou de la viande crue, comme les éleveurs, les bouchers, les pêcheurs et les vétérinaires. »

S'appuyer sur les Agents Communautaires de Santé Animale

Les animaux vaccinés représentent plus ou moins 30% de la couverture nationale, d'après VSF. Pour maintenir une surveillance permanente des animaux, VSF a initié la formation de leaders communautaires au niveau collinaire.

Il s'agit des **Agents Communautaires de Santé Animale (ACSA)**, qui sont de véritables gardiens des services de santé animale de proximité. Dans la commune de Muruta, dans la province de Kayanza, 12 agents ont été formés pour fournir aux éleveurs des services de santé animale de base.

Sur la lisière de la grande forêt de la

Kibira, Richard Nshimirimana, 39 ans, a terminé l'école primaire à Rwegura, sa commune de naissance. Richard et ses collègues sont les référents en santé animale de 95 voisins : 56 d'entre eux sont éleveurs de chèvres et 39 éleveurs de porcs. Ce père de 5 enfants affirme que, depuis qu'il a reçu cette formation, il parvient à nourrir correctement sa famille grâce à son travail d'agent communautaire de santé animale.

« Grâce à la formation que j'ai reçue, je sais comment soigner les animaux, comme les petits ruminants et les volailles », affirme-t-il avec fierté.

Richard rend visite à ses voisins tous les jours pour surveiller la santé de leurs bêtes. Malgré son emploi du temps bien chargé, il a conscience de son rôle essentiel au sein de la communauté. En plus des soins administrés aux animaux, la douzaine d'agents communautaires de santé animale de Rwegura enseignent aux agriculteurs comment cultiver de façon moderne et rentable.

EN CHIFFRES

Quelques réalisations de la composante Tubehoneza au niveau national

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE



Plus de 69.000

producteurs agricoles bénéficient de formations et intrants agricoles



Plus de 1.800

groupes d'épargne et crédit créés

NUTRITION



Plus de 163.000

enfants de 6 à 23 mois reçoivent une supplémentation nutritionnelle



Plus de 114.000

enfants souffrant de malnutrition sévère aigüe référés aux centres de santé

PRÉVENTION DES CONFLITS



Plus de 49.000

personnes participent aux échanges communautaires sur la résolution pacifique des conflits



134.000

personnes sensibilisées sur la lutte contre les violences basées sur le genre (VBG)

WASH



731

sources d'eau aménagées



Plus de 17.000

latrines familiales construites

RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHES



Plus de 90.000

personnes formées sur la réduction des risques et des catastrophes



Plus de 298.000

personnes bénéficient d'aménagements du territoire et d'infrastructures de mitigation

ACTUALITÉ

Journée de la Résilience 2021 : un événement riche en couleurs qui a porté ses fruits

La première édition de la Journée de la Résilience a eu lieu à l'hôtel Club du Lac Tanganyika de Bujumbura, le 15 octobre 2021. De nombreuses autorités au niveau national et local avaient marqué de leur présence cet événement.

L'évènement a rassemblé plus de 250 participants, parmi lesquels :

- Les autorités nationales impliquées dans la mise en œuvre et le suivi des trois programmes sectoriels, en particulier les représentants de la mairie de Bujumbura, du ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida (MSPLS), du ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement (MAECD), du ministère de l'Hydraulique, de l'Énergie et des Mines (MINHEM), et du Centre d'Opérations d'Urgences en Santé Publique (COUSP) ;
- Les gouverneurs et conseillers des provinces de Bururi, Kirundo, Muramvya, Rutana, Cankuzo, Mwaro, Bubanza, Rumonge, Ruyigi, Kayanza et Karusi. Ils représentaient les populations bénéficiaires du programme ;
- Les Partenaires Techniques et Financiers intervenant au Burundi dans les secteurs clés de la Résilience, et notamment les Agences du système des Nations Unies, les Agences de Coopération Technique allemande (GIZ) et belge (ENABEL) et l'Ambassade des Pays-Bas.

Un programme salué et apprécié

Dans son allocution, Jean Bosco Barege, chef de cabinet du Maire de Bujumbura, a rappelé l'importance de la convention signée en 2017 entre la République du Burundi et l'Union européenne et ce, pour tous les Burundais. C'est de cette convention que découle le programme Résilience dont est issue la Journée de la Résilience.



De son côté, Claude Bochu, Ambassadeur de l'Union européenne au Burundi s'est réjoui de la présence des représentants des différentes institutions nationales et décentralisées du pays, mais également des Agences du système des Nations Unies, des États Membres de l'Union européenne et des partenaires de mise en œuvre, soulignant l'engagement et l'implication des différentes parties prenantes pour la réussite de ce programme.

L'Ambassadeur Isaïe Kubwayo, Directeur Général des Relations Multilatérales au ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération au Développement (MAED), a insisté sur la pertinence des trois composantes du programme qui intègrent les priorités du gouvernement, invitant les opérateurs à respecter au mieux la mise en œuvre dans les délais impartis.



Une exposition sur les réalisations du programme Résilience

Réunissant les 19 consortia qui, à leur tour, regroupent plus de 40 opérateurs mettant en œuvre le Programme Résilience sur le terrain, l'objectif principal de cette journée était de valoriser l'approche et les acquis du programme Résilience après une année de mise en œuvre conjointe des trois composantes : le Développement rural pour la nutrition, la Santé et l'Énergie.

Pour bien présenter aux 250 participants l'impact et les réalisations du programme Résilience, 19 stands d'exposition dont 4 pour Umuco w'iterambere (Énergie), 6 pour Twiteho Amagara (Santé) et 9 pour Tubehoneza (Développement rural et nutrition) étaient installés autour de la salle de conférence.

Les autorités présentes, ainsi que l'Ambassadeur de l'Union européenne ont fait le tour des stands pour s'enquérir des différents progrès enregistrés dans la mise en œuvre du programme Résilience au sein de chaque composante.

Un panel de discussion

Un panel composé d'un représentant du Ministère en charge de l'énergie, un représentant du Ministère en charge de la santé, un gouverneur de province, un



représentant de la Délégation de l'Union européenne et un représentant de la plate-forme des bailleurs de fonds a suivi. Le public dans la salle ainsi que celui présent en ligne (sur la plateforme Zoom) ont eu l'occasion de poser quelques questions aux panélistes.

Une grande visibilité médiatique

La journée de la Résilience a été un succès médiatique. Les médias présents ont notamment eu l'occasion de s'entretenir avec l'Ambassadeur de l'Union européenne sur le programme Résilience, après une année de mise en œuvre.

Le représentant du ministère des Affaires étrangères a également répondu aux questions de la presse sur l'importance et l'impact de ce programme à ce stade de sa mise en œuvre.

Un film sur le programme Résilience a été projeté pour donner à voir et à vivre, images et son à l'appui, les émotions des bénéficiaires du programme Résilience. Le film mettait notamment l'accent sur la complémentarité entre les différentes composantes du programme Résilience.

En outre, une émission mettant en synergie plusieurs chaînes de radio a été produite sur le site de l'évènement. Le but de l'émission était de revenir sur la journée de la Résilience, à travers l'intervention de personnalités clés dans la mise en œuvre du programme Résilience.

Un événement riche en échanges

La journée de la Résilience 2021 a été un succès, tant au niveau organisationnel que celui des attentes. La participation de tous les partenaires dont les représentants du gouvernement a permis de partager des opinions intéressantes et d'importantes recommandations sur la mise en œuvre, la coordination et la pérennisation sur le long terme des actions du programme Résilience. Ce moment d'échange, riche en apprentissages à tous les niveaux, a permis de donner le ton pour la prochaine journée de la Résilience (2022) qui devrait s'inscrire dans le sillage de cette dernière.

